

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE

UN LIBRARY



NOV 19 1979

UNEP COLLECTION



Distr.  
GENERALE

A/34/671

12 novembre 1979

ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS

Trente-quatrième session  
Point 123 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

Lettre datée du 12 novembre 1979 adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur la discussion à l'Assemblée générale du soi-disant problème de la "situation au Kampuchea" et je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce jointe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 123 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire,

Représentant permanent de la  
République socialiste du  
Viet Nam,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

MEMORANDUM EN DATE DU 10 NOVEMBRE 1977

du Ministère des Affaires Étrangères  
de la République Socialiste du Viet Nam  
sur la discussion à l'Assemblée Générale de l'ONU  
du soi-disant problème : la situation au Kampuchea  
-----

Dans les prochains jours, sur la proposition des pays membres de l'ASEAN, l'Assemblée Générale de l'ONU discutera du soi-disant problème : "La Situation au Kampuchea". A ce sujet, dans son télégramme en date du 21 Septembre 1979 adressé au Secrétaire Général de l'ONU et au Président de la 34ème Session de l'Assemblée Générale de l'ONU, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea a déclaré nettement qu'il n'y a absolument pas de soi-disant problème: "La situation au Kampuchea". Le régime fasciste de genocide de la clique Pol Pot - Ieng Sary, valets de Pékin, a été renversé par le peuple Kampuchéen. Depuis le 7 Janvier 1979, le peuple Kampuchéen a entièrement pris en mains son destin. Le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, le seul représentant authentique et legal du peuple Kampuchéen, contrôle actuellement la totalité du territoire du Kampuchea, cette situation est irréversible.

Tous les débats ayant trait au Kampuchea, organisés sans le consentement du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea et sans la participation des représentants de ce dernier constituent des violations à la souveraineté et des interventions ouvertes dans les affaires intérieures du peuple Kampuchéen. Toutes les résolutions ayant trait au Kampuchea issues de tels débats sont illégales et entièrement sans valeur.

Le Gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam soutient entièrement cette juste position du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, encore une fois, il estime nécessaire de faire la lumière sur la situation réelle qui est en train de se dérouler dans cette partie du monde.

1. Au début de cette année le monde est témoin d'un changement extrêmement profond survenu au Kampuchea: le peuple Kampuchéen, sous la direction du Front d'Union nationale du Kampuchea pour le Salut national, s'est dressé et a renversé la clique Pol Pot - Ieng Sary, mettant fin à un régime fasciste de genocide que tout le genre humain condamne et maudit. Du bord de l'abîme de la mort, la nation Kampuchéenne est revenue, redevenant le maître de son existence, le maître de son pays. D'une colonie de type nouveau, d'un instrument de guerre et d'agression au service de l'expansionnisme de Pékin, le Kampuchea est devenu un état indépendant, libre,

un facteur positif pour la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique.

Toutes les personnes conscientes dans le monde saluent avec joie la victoire du peuple Kampuchéen. Seuls les milieux dirigeants de Pékin, l'impérialisme américain et les forces réactionnaires éprouvent de la fureur et de la haine devant ce changement historique survenu au Kampuchea. Par tous les moyens, directement ou indirectement, ils continuent à aider les débris de l'armée de Pol Pot - Ieng Sary, en même temps, se couvrant de l'étiquette de "la défense du principe de la non-intervention militaire dans les autres pays", et de celle de "la défense du droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen", ils s'efforcent de défendre la clique Pol Pot - Ieng Sary que le peuple Kampuchéen a déjà renversée, ils exigent que le Viet Nam retire ses troupes du Kampuchea, ils exigent une solution politique au soi-disant problème du Kampuchea. En fait, ils tentent de restaurer le régime de génocide et de l'imposer à nouveau au peuple Kampuchéen, contre la volonté de ce dernier.

- Afin de plaider pour le soutien qu'ils continuent d'accorder à la clique Pol Pot - Ieng Sary, des assassins notoires contre le droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen, un certain nombre de gens avancent l'allégation d'après laquelle le régime Pol Pot - Ieng Sary, quoique abominable, resterait un régime légal.

Il est nécessaire d'indiquer que, dès son application de la politique de génocide, le régime Pol Pot - Ieng Sary est déjà devenu un régime illégal parce qu'il va à l'encontre des intérêts et des aspirations du peuple Kampuchéen et ne représente absolument pas ce dernier.

Tout le monde sait que la clique Pol Pot - Ieng Sary a trahi la nation Kampuchéenne en se mettant au service des milieux dirigeants de Pékin. Le soi-disant "Kampuchea démocratique" n'était qu'une colonie chinoise de type nouveau.

Sous la direction de Pékin, la clique Pol Pot - Ieng Sary a instauré au Kampuchea un régime de génocide suivant le modèle de la révolution culturelle chinoise, un régime cruel inconnu à ce jour dans l'histoire. En l'espace de près de quatre ans seulement, mettant en oeuvre les procédés barbares d'extermination du moyen-âge, les agents de la clique Pol Pot - Ieng Sary ont tué trois millions de Kampuchéens, soit près de la moitié de la population du Kampuchea, les patriotes, les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les travailleurs de la science, de la santé, de l'enseignement, de la culture, des arts et tous ceux qui s'opposaient à eux. Ils ont massacré en masse les jeunes gens et les adolescents - les pousses de la nation, les futurs maîtres du pays. Plus de quatre millions de Kampuchéens qui survivent étaient parqués dans les "communes" qui étaient en fait des camps de travaux forcés et étaient détruits corporellement et opprimés moralement. Ils ont détruit l'union nationale, exterminé la religion liée à la vie du peuple Kampuchéen depuis de nombreux siècles, supprimé l'islam et d'autres religions. Ils ont détruit l'ensemble de la structure économique, culturelle et sociale du Kampuchea, supprimé complètement les rapports familiaux et ceux établis entre voisins et convillageois, supprimé les villes, les écoles, les hôpitaux, les pagodes, la monnaie, les marchés... Par une politique de répression fasciste et par un régime de détention populaire des plus barbares, ils ont poussé toute la nation Kampuchéenne au danger de génocide, transformant le Kampuchea en un enfer sur terre, rempli de sang et de larmes.

Concernant sa politique extérieure, la clique Pol Pot - Ieng Sary appliquait une politique agressive et belliciste, absolument contraire aux principes du Mouvement des Pays Non-Alignés et à la Charte de l'ONU. Concrètement: entreprendre une brutale guerre d'agression contre le Viet Nam, effectuer sans discontinuer des provocations militaires à l'encontre de tous les pays voisins, refuser tous les rapports et coopération internationaux, y compris avec les pays non-alignés, fermer la porte au monde extérieur. Sous le régime Pol Pot - Ieng Sary, le Kampuchea est devenu une base de départ pour l'expansionnisme chinois, un danger pour la paix et la sécurité dans le Sud-Est asiatique.

Un régime anti-national aussi cruel, condamné par tout le genre humain, ne saurait subsister, encore moins être considéré comme légal, de même, il ne saurait être question de considérer comme légaux les régimes de Somoza, d'Amin, de Bokassa, du tyran Pahlavi, de Pinochet, des racistes en Rhodésie, parce qu'ils s'opposent aux peuples du Nicaragua, d'Ouganda, de la République Centre-africaine, d'Iran, du Chili, parce qu'ils foulent aux pieds les droits nationaux du peuple de Zimbabwe et parce qu'ils sont condamnés par toute l'humanité progressiste.

- Exercant son droit sacré d'auto-détermination, le peuple Kampuchéen s'est dressé et a renversé la clique Pol Pot - Ieng Sary, sauvant le pays et soi-même. C'est là une cause juste et légale, conforme aux intérêts de la paix, de l'indépendance nationale, de la démocratie et du progrès social, conforme aux principes du mouvement des pays non-alignés et à ceux énoncés dans la Charte de l'ONU.

Dès 1973, les populations de nombreuses localités et de nombreuses unités de l'armée, de Rattanakiri à Koh Kong, se soulèvent contre le régime Pol Pot - Ieng Sary. De 1975 à 1978, le mouvement de lutte se développe de jour en jour et s'étend à tout le pays, avec des soulèvements successifs, dont ceux de Janvier 1976, effectués par les forces patriotiques dirigées par Mr. Hou Nim, Ministre de l'Information du Gouvernement Pol Pot, le soulèvement armé de la population du nord de Seam Reap et Battambang, en Janvier 1977, le soulèvement armé de la population du nord de Kompong Cham et Moldulkiri, en Mars - Avril 1977 et en particulier les soulèvements armés dans les provinces relevant de la région militaire de l'est, en Mai 1978. Les forces armées rebelles combattant la clique Pol Pot - Ieng Sary surgissent à travers tout le territoire. La lutte menée contre la clique Pol Pot - Ieng Sary, pour sauver le pays et se sauver soi-même, est devenue un large mouvement de masse englobant les diverses couches populaires, les forces anti-Pol Pot, dont de nombreux cadres de haut rang du régime Pol Pot, de nombreuses bases de résistance apparaissent à travers tout le territoire, du Nord-Ouest, Nord-Est, au Sud-Ouest, Sud-Est du Kampuchea. Dans ces conditions, le Front d'Union Nationale du Kampuchea pour le Salut National est fondé, rassemblant tous les patriotes, toutes les forces s'opposant au régime de génocide et combattant pour l'indépendance et la liberté véritables. Avec un programme d'action pour le salut du pays et du peuple, répondant à l'intérêt suprême et aux aspirations les plus pressantes du peuple Kampuchéen, et soutenu de tout coeur par

le peuple Kampuchéen, tout comme le Front Sandino, le Front Patriotique du Zimbabwe, la SWAPO, l'Organisation de Libération de la Palestine sont les seuls représentants authentiques et légaux des peuples du Nicaragua, du Zimbabwe, de la Namibie, de la Palestine et sont reconnus comme tels par les divers pays du monde, en premier lieu les pays non-alignés.

Emanant du mouvement de lutte du peuple et seul représentant authentique et légal du peuple Kampuchéen, le Front d'Union Nationale du Kampuchea pour le Salut National et, plus tard, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, ont le droit d'employer toutes les formes et tous les procédés de lutte, et ont le droit de recourir au soutien et à l'aide de l'extérieur pour conduire leur juste lutte jusqu'à la victoire, comme le Sandino a le droit de recourir à l'aide des peuples d'Amérique latine pour renverser la clique dictatoriale Somoza, le Front de Libération de l'Ouganda a le droit de recourir à l'aide de la Tanzanie pour renverser le dictateur Amin, le Front Patriotique de Zimbabwe, la SWAPO ont le droit de recourir à l'aide des cinq pays de la première ligne et des pays africains pour combattre les racistes, libérer le Zimbabwe et la Namibie, et l'organisation de libération de la Palestine a le droit de demander aux pays arabes et aux peuples du monde de l'aider dans sa lutte contre les sionistes d'Israël. C'est là un droit légal et légitime reconnu par l'ONU et le Mouvement des Pays Non-Alignés.

L'ONU et le Mouvement des Pays Non Alignés ont adopté des résolutions fixant les droits et les obligations des états accordant l'aide morale et matérielle aux mouvements de libération nationale.

Les peuples des pays arabes et les peuples du monde ont réservé une aide dans tous les domaines, y compris sur le plan militaire, à l'OLP dans sa lutte contre les sionistes d'Israël. Les peuples des cinq pays de la première ligne et des pays africains soutiennent et aident les combattants du Front Patriotique du Zimbabwe et les patriotes de Namibie et de l'Afrique du Sud. Toute l'Amérique latine se range du côté du Front Sandino et réserve aux patriotes Nicaraguayens toute l'aide morale et matérielle nécessaire pour renverser le régime fasciste de Somoza. La Tanzanie a dépêché des troupes pour aider le Front de libération d'Ouganda à renverser l'infame dictateur Amin.

Le fait que les forces armées vietnamiennes, répondant à l'appel du Front d'Union Nationale du Kampuchea pour le Salut National, aident le peuple et les forces armées Kampuchéens à prendre l'offensive et à se soulever pour renverser la clique Pol Pot - Ieng Sary est tout naturellement une action juste, entièrement conforme à la morale et au droit internationaux, à la tendance de l'époque.

Mieux encore, dans l'histoire, surtout au cours des cent dernières années, les trois pays de la péninsule Indochinoise sont toujours les victimes des forces d'invasion étrangères. Les colonialistes, les militaristes fascistes japonais, les impérialistes américains ainsi que les expansionnistes chinois, nourrissent l'ambition d'établir leur domination sur tous les trois pays: Viet Nam, Laos, Kampuchea. Dans leurs plans

de conquête, ils considèrent les trois pays comme un seul champ de bataille.

En même temps, ils cherchent sans cesse à diviser les trois pays, à pousser un pays contre l'autre afin de pouvoir facilement dominer tous les trois pays. A l'heure actuelle, au moment où les expansionnistes chinois s'efforcent de combattre l'union entre les trois pays, ils appellent les forces imperialistes et réactionnaires à former un front anti-vietnamien et à soutenir le renforcement de l'ASEAN afin de combattre les trois pays indochinois.

De ce fait, pour conquérir et défendre l'indépendance et la liberté de chaque pays, la condition sine qua non est que les trois pays doivent rester solidaires et unis. Dans cet esprit, au cours des trente dernières années, armées vietnamiennes ont, à trois reprises, combattu côte à côte avec les forces armées du peuple kampucheen et du peuple lao dans la lutte contre l'ennemi commun, édifiant ainsi cette solidarité militante et cette pure amitié. Les peuples indochinois et considèrent que c'est là un facteur déterminant, garantissant la victoire à chaque peuple. Seuls les imperialistes et les réactionnaires ne veulent pas voir les trois peuples unis.

La présence des forces armées vietnamiennes au Kampuchea à l'heure actuelle selon les dispositions du traité de paix, d'amitié et de coopération signé entre le Viet Nam et le Kampuchea est nécessaire afin de défendre, ensemble avec le peuple Kampucheen, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea, et de mettre en échec le complot ourdi par les expansionnistes de Pékin et les forces imperialistes réactionnaires contre les droits nationaux fondamentaux du peuple Kampucheen et visant à restaurer le régime de génocide au Kampuchea. C'est là l'appel pressant des trois millions de Kampucheens assassinés et des quatre millions et plus de Kampucheens qui ont survécu et qui sont en train de lutter vaillamment pour édifier leur vie et défendre leur droit de vivre dans l'indépendance et la liberté. C'est là l'exigence impérieuse de la solidarité militante pour les intérêts vitaux des deux peuples. C'est là l'exigence de toutes les personnes conscientes dans le monde qui ne veulent pas que se renouvellent les crimes immondes impardonnables que les assassins au service de Pékin ont perpétrés sur cette terre Kampucheenne plus que meurtrie.

Dès le danger d'agression et d'intervention des expansionnistes de Pékin et des forces imperialistes et réactionnaires n'existera plus, des que le peuple Kampucheen et le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea le demanderont, à ce moment là, les forces armées vietnamiennes se retireront immédiatement au Viet Nam, tout comme les deux autres fois elles se sont retirées de leur plein gré après avoir accompli leur devoir internationaliste. C'est là une affaire qui ne concerne que les peuples Kampucheen et vietnamien, seul le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea a le droit d'en formuler la demande. Exiger que le Viet Nam rapatrie immédiatement ses forces armées en ce moment, c'est exiger qu'il accomplisse un acte extrêmement inhumain, qu'il trahisse son engagement à l'égard d'une nation-soeur, créant aux expansionnistes de Pékin et aux forces imperialistes et réactionnaires les conditions leur permettant de ramener la clique Pol Pot, de restaurer le régime de génocide s'opposant au peuple Kampucheen.

- Alors qu'à l'ONU, un certain nombre de gens s'efforcent de garder à la clique Pol Pot - Ieng Sary un siège, ne reconnaissent pas que le Conseil Populaire Révolutionnaire est en train de contrôler l'ensemble du territoire Kampucheen, par contre, au Kampuchea où la clique Pol Pot - Ieng Sary n'a pas plus de place, ils s'obstinent à créer une situation d'après

laquelle il y aurait deux zones, deux administrations, afin d'exiger que soit trouvée une solution au problème Kampuchéen.

Il est nécessaire d'indiquer que, dès le 7 Janvier 1979, le Kampuchea a un maître - le peuple Kampuchéen, qui est véritablement devenu le maître de son destin, le Kampuchea est devenu véritablement indépendant et libre.

Sur le sol Kampuchéen devenu libre, il n'existe à l'heure actuelle qu'une seule administration c'est le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, le seul représentant authentique et légal du peuple Kampuchéen. Fidèle aux intérêts et aux aspirations du peuple Kampuchéen, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea reflète nettement la nature d'un pouvoir populaire, bénéficiant pleinement de l'amour, de la confiance et du soutien du peuple.

Sous la direction du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, le peuple Kampuchéen, qui émerge de l'enfer et vient à peine de s'échapper de la mort, est parvenu en un bref laps de temps, à remporter de très grands succès : le peuple et les forces armées Kampuchéennes ont détruit les derniers restes de la clique Pol Pot - Ieng Sary, anéantissant dans l'essentiel ses débris, le pouvoir est instauré de l'échelon central jusqu'à celui de localités et contrôle à l'heure actuelle la totalité du territoire, la vie familiale et celle des villages et hameaux sont rétablies après de longues années d'interruption, les écoles et hôpitaux sont rouverts, la vie culturelle et la vie religieuse sont rapidement restaurées. Sur le front économique, la production agricole, l'industrie, les communications et transports sont progressivement restaurés. Avec les efforts extraordinaires du peuple et des diverses instances du pouvoir, avec l'aide considérable et efficace du Viet Nam, de l'Union Soviétique et des pays socialistes, le peuple Kampuchéen est en train de repousser pas à pas la menace de la famine, d'éliminer progressivement les conséquences très lourdes léguées par le régime de génocide Pol Pot - Ieng Sary.

Le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea applique une politique extérieure d'indépendance, de paix, d'amitié et de non-alignement conforme aux objectifs du mouvement des pays non-alignés et à la Charte de l'ONU. La juste cause du peuple Kampuchéen bénéficie de la sympathie et du large soutien des peuples progressistes du monde entier. En l'espace de 9 mois seulement, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea a été reconnu par plus de trente pays. En 1954, après la victoire de la première guerre de résistance, la République Démocratique du Viet Nam, 9 ans après sa fondation, ne fut reconnue que par 12 Etats.

Il va de soi que le nouveau pouvoir se trouve encore confronté à des tâches extrêmement difficiles et complexes et que les terribles conséquences laissées par le régime de génocide ne sont pas près d'être éliminées. Mais, n'importe quel observateur impartial doit reconnaître que, seulement après un bref laps de temps, le visage du Kampuchea a complètement changé. Les grandes réalisations enregistrées dans tous les domaines au cours des neuf mois écoulés prouvent l'extraordinaire vitalité d'une nation fraîchement remise qui tenant fermement en mains son destin, est déterminée

à lutter pour édifier sa vie et défendre son droit de vivre dans l'indépendance et la liberté. Ces réalisations prouvent également que la situation actuelle au Kampuchea est irréversible. N'importe quelle force réactionnaire ne peut empêcher le peuple Kampuchéen d'aller sûrement de l'avant dans sa juste lutte.

Il n'y a absolument pas au Kampuchea les prétendues deux zones, deux administrations. La clique Pol Pot Ieng Sary a été renversée par le peuple du Kampuchea. Sur la terre Kampuchéenne, il n'y a absolument pas de place pour elle. Une poignée de ses débris, ce ne sont que des bandes de brigands sans appui dans la population. Le pouvoir révolutionnaire Kampuchéen continue à les dépister et à les balayer, afin d'assurer la sécurité et de sauvegarder l'existence du peuple. C'est là un travail ordinaire tout comme dans de nombreux pays du Sud - Est asiatique, le pouvoir est obligé d'organiser régulièrement des opérations militaires d'une envergure encore plus grande afin de dépister et balayer les forces d'opposition sur leurs territoires respectifs. Comment est-il possible de prétexter ces opérations de ratissage pour conclure qu'en Thaïlande, Malaysia, en Birmanie... il subsiste deux zones et deux administrations et qu'il est nécessaire de trouver une solution politique pour ces pays - là ?

Un certain nombre de gens s'efforcent de faire du bruit et de sensibiliser l'opinion autour du problème de la famine au Kampuchea. Ils exigent des conditions irraisonnables pour l'organisation des secours humanitaires, également pour créer la situation des deux zones et des deux administrations au Kampuchea. Ils savent parfaitement que les bandits de Pol Pot sont des tueurs imperturbables qui ont contraint la population, y compris les femmes et les enfants, à les suivre et massacrent même les civils Thaïlandais qui leur donnent l'hospitalité. Et cependant ces gens - là clament qu'il faut apporter l'assistance aux bandits de Pol Pot afin "d'arrêter rapidement la famine", en fait, ce n'est pas le peuple Kampuchéen qu'ils veulent sauver mais les bandits de Pol Pot qui se cachent dans la région de la frontière Thaïlando - Kampuchéenne et qui sont dans une situation désespérée. En fait, ils veulent employer l'étiquette de l'aide humanitaire pour légaliser le fait qu'ils ravitaillent les bandits de Pol Pot, qu'ils aident ces derniers à reprendre les activités contre le peuple Kampuchéen. En vérité, ils ont déjà acheminé des milliers de tonnes de ravitaillement pour la création de bases logistiques pour les bandits de Pol Pot dans cette région qui borde la frontière Thaïlando - Kampuchéenne et qui constitue pour ces derniers un sanctuaire, alors que la quantité de vivres et de médicaments offerts au peuple Kampuchéen ne s'élève qu'à quelques centaines de tonnes.

Il est clair que, le fait d'inventer la fable de l'existence de deux zones, de deux administrations au Kampuchea, d'exiger de trouver une solution politique au problème Kampuchéen, n'est qu'un complot ourdi par les réactionnaires de Pékin, de connivence avec l'imperialisme américain et les autres forces réactionnaires, en vue de sauver la clique Pol Pot - Ieng Sary, d'imposer encore une fois le régime de génocide au peuple Kampuchéen, de s'opposer à l'exercice du droit d'auto-détermination de ce dernier. Toutes les tentatives visant à trouver une solution politique au soi-disant problème Kampuchéen, sont des interventions ouvertes dans les



affaires intérieures du Kampuchea et sont contraires aux principes du Mouvement des Pays Non-Alignés et à ceux énoncés dans la Charte de l'ONU. Personne, l'ONU non plus, n'a le droit de proposer une "solution" à la place du peuple Kampuchéen. Seuls le peuple Kampuchéen et le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, son seul représentant authentique et légal, ont le droit d'élever la voix, qui est la voix déterminante.

Auparavant, même du temps de son existence le régime Pol Pot - Ieng Sary était déjà illégal et ne représentait pas le peuple Kampuchéen, à présent, ce cadavre politique que le peuple Kampuchéen a renversé ne représente d'autant plus personne. Dans le passé comme à l'heure actuelle, il n'est qu'un instrument des expansionnistes de Pékin. Le Tribunal Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, conformément aux principes du Tribunal de Nuremberg, a condamné Pol Pot et Ieng Sary à la peine de mort. C'est là non seulement le jugement du peuple Kampuchéen mais encore celui de toutes les personnes conscientes dans le monde.

Allant à l'encontre de la volonté du peuple Kampuchéen et de tout le genre humain, le fait que l'ONU laisse encore à la clique Pol Pot - Ieng Sary la latitude de manigance à l'ONU, constitue une honte pour cette organisation internationale. Pour le prestige de l'ONU, pour la paix et la justice, il est nécessaire de chasser immédiatement la clique Pol Pot - Ieng Sary hors de l'ONU. Les réactionnaires de Pékin et les impérialistes américains ont employé des armes pour combattre le peuple Kampuchéen, mais il ne sont pas parvenus à empêcher l'effondrement de la clique Pol Pot - Ieng Sary. Tous les complots visant à utiliser les criminels Pol Pot et Ieng Sary qui sont en train de fuir le chatiment du peuple Kampuchéen, à intervenir dans les affaires intérieures de ce dernier, sont inmanquablement voués à un échec lamentable.

2. Le fait que les milieux dirigeants de Pékin s'accrochent à la clique Pol Pot - Ieng Sary que le peuple Kampuchéen a déjà renversée, qu'ils tentent de restaurer le régime de génocide au Kampuchea est une partie de l'ensemble des noirs complots qu'ils ourdissent contre le peuple Vietnamien, contre les peuples indochinois en vue de réaliser leurs visées d'hégémonistes dans le Sud-Est asiatique. C'est justement pour cela que Pékin ne désire pas qu'il existe un Viet Nam réunifié, puissant, et indépendant à l'égard de la Chine. Ils cherchent constamment à diviser le Viet Nam et à l'affaiblir.

Dans le temps, les réactionnaires de Pékin se sont efforcés d'utiliser les deux résistances victorieuses du peuple Vietnamien pour affaiblir le colonialisme français et l'impérialisme américain et quand ces derniers déjà affaiblis, et se trouvant devant le danger d'échecs, se voyaient obligés de "jouer la carte chinoise" en vue d'échapper à la défaite totale au Viet Nam, la Chine a mis à profit la chair et le sang du peuple Vietnamien pour entrer en collusion avec l'impérialisme afin de s'assurer le rôle d'une puissance mondiale, maintenir la division du Viet Nam et maintenir les forces antagonistes en Indochine, créant à la Chine la possibilité d'imposer sa volonté aux pays indochinois et de s'étendre dans le Sud-est asiatique.

En particulier, à partir de 1975 la victoire remportée par le Viet Nam dans sa lutte contre l'agression américaine pour le salut national, libérant entièrement le Sud et réunifiant le pays, bouleverse complètement le plan stratégique de Pékin lié à l'impérialisme dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et le socialisme dans cette région, aussi les réactionnaires de Pékin sont-ils très furieux et ne renoncent-ils à aucun procédé perfide et cruel, poursuivent-ils ouvertement une politique hostile systématique contre la République Socialiste du Viet Nam.

Pour combattre le Viet Nam et les trois pays indochinois, depuis longtemps, les dirigeants chinois cherchent par tous les moyens à prendre en mains le Kampuchea qu'ils considèrent comme étant le maillon le plus faible parmi les trois pays de la péninsule. Ils ont entraîné, acheté, organisé et pris en mains de nombreuses catégories de valets au Kampuchea, saboté la solidarité entre le Kampuchea, le Viet Nam et le Laos, poussé le Kampuchea à s'opposer au Viet Nam et au Laos. Depuis longtemps, ils aident les polpotistes à s'infiltrer dans le parti révolutionnaire du Kampuchea, pour s'emparer pas à pas du rôle de dirigeant principal afin de le saboter, de le transformer en un parti maoïste et de saboter la révolution Kampuchéenne. Après la victoire remportée par le peuple Kampuchéen le 17 Avril 1975 s'appuyant sur le monopole de l'assistance à la clique Pol Pot - Ieng Sary et de l'édification au profit de cette dernière d'une armée comptant jusqu'à 23 divisions et dépassant les possibilités économiques ainsi que les besoins de la défense nationale du Kampuchea, les réactionnaires de Pékin transforment le Kampuchea en un tremplin pour l'expansion dans la région, et la clique Pol Pot - Ieng Sary en une force de choc dans une guerre d'agression contre le Viet Nam à partir de la frontière Sud-Ouest de ce dernier, en coordination avec l'agression chinoise à partir du Nord, créant ainsi les deux branches d'une tenaille dirigée contre le Viet Nam.

D'autre part, par la contrainte et la duperie, ils poussent des centaines de milliers de Hoa à quitter le Viet Nam, lui créant des difficultés supplémentaires sur les plans économique, politique, et social, en même temps, ils incitent les réactionnaires Hoa à fomenter des troubles à l'intérieur du pays, en coordination avec les attaques militaires effectuées à partir de l'extérieur. Mettant à profit le fait que le Viet Nam est en train de se heurter à de nombreuses difficultés découlant de 30 années de guerre et des calamités naturelles, et au mépris de la résolution de l'ONU relative à l'aide au Viet Nam dans sa reconstruction nationale, ils cherchent des prétextes pour couper l'aide, retirer leurs spécialistes, faire pression sur les autres pays pour que ces derniers cessent également leur aide au Viet Nam, et ce en vue de l'isoler politiquement, l'encercler économiquement, l'affaiblir et l'obliger à se soumettre à la Chine. En outre, ils intensifient leur intervention dans les affaires intérieures du Laos et menacent de l'envahir, s'efforcent de diviser le Laos et le Viet Nam, de diviser les pays de l'ASEAN et les pays indochinois, de diviser les pays du Sud-Est asiatique et de créer la tension dans cette région afin de réaliser leurs visées hégémonistes.

- Afin de calomnier le Viet Nam et de plaider pour la clique Pol Pot qui envahissait le Viet Nam, les réactionnaires chinois avancent souvent l'allégation suivante "comment le Kampuchea, qui est un petit pays, oserait-il attaquer le Viet Nam ?"

Le monde entier sait que la clique fasciste Pol Pot - Ieng Sary a massacré 3 millions de Kampuchéens et condamné plus de quatre millions d'autres Kampuchéens à vivre dans des camps de travaux forcés, pratiquant ainsi l'auto-génocide de sa propre nation. Puisque la clique Pol Pot - Ieng Sary a commis des faits tellement inconcevables, leur agression contre le Viet Nam est donc compréhensible.

Israël est un petit pays mais les expansionnistes israéliens osent attaquer les pays arabes parce qu'ils sont épaulés par l'imperialisme américain et les forces sionistes internationales. Les racistes Sud-Africains et de Rhodésie osent attaquer l'Angola, le Mozambique, la Zambie, le Botswana et les mouvements de libération nationale en Afrique australe parce qu'ils sont poussés par l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique et les pays de l'OTAN qui leur fournissent des armes.

De même, la clique Pol Pot - Ieng Sary ose courir le risque d'agresser le Viet Nam, parce que derrière elle se tiennent trois millions et demi de soldats chinois dotés d'armes nucléaires. Ce sont justement les réactionnaires dans les milieux dirigeants de Pékin qui sont les promoteurs, organisateurs, dirigeants et fournisseurs d'armes et de matériels de cette guerre oriminelle dirigée contre le peuple vietnamien.

À l'égard de la guerre déclenchée contre le Viet Nam par la clique Pol Pot - Ieng Sary sur l'ordre de Pékin, le Viet Nam a beaucoup fait preuve de retenue sur le plan militaire et a préconisé avec persévérance de régler ce problème par la voie de négociations.

Lorsque la clique Pol Pot - Ieng Sary intensifia la guerre et rompit unilatéralement les relations diplomatiques avec le Viet Nam, le gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam continuait à maintenir les relations diplomatiques avec le Kampuchea et avança le 5 Février 1978 la proposition en 3 points qui était chaleureusement accueillie par l'opinion internationale: mettre fin immédiatement à toutes les activités militaires hostiles dans la région frontalière, les forces armées de chaque partie se retirent à l'intérieur de leurs territoires respectifs à 5 kilomètres de la frontière les deux parties se rencontrent immédiatement pour négocier et signer un traité d'amitié et de non-agression réciproque, signer un traité sur le problème frontalier, s'entendre sur une forme appropriée de garantie et de contrôle internationaux.

Le 10 Mars 1978, le représentant du Viet Nam à l'ONU rencontre le Secrétaire Général de l'ONU pour proposer que l'ONU contribue au règlement du problème par voie de négociations. Mais le Secrétaire Général estime qu'il est difficile de parvenir à l'unanimité de vues au Conseil de Sécurité cela veut dire qu'il y a l'opposition de la Chine.

En Mars 1978, également le Viet Nam propose au Ministre des Affaires Etrangères de Sri Lanka, en tant que Président du Mouvement des Pays Non-Alignés, d'aider les deux parties, le Viet Nam et le Kampuchea, à s'asseoir à la table de négociations, mais la partie kampuchéenne s'y refuse catégoriquement.

En Juillet 1978, à la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés tenue à Belgrade, le Viet Nam soumet un projet de résolution appelant les deux parties, le Viet Nam et le Kampuchea, à régler le conflit par la voie de négociations. Mais le Sri Lanka, Président du Mouvement des Pays Non-Alignés, et la Yougoslavie, pays hôte de cette conférence, conseillent au Viet Nam de retirer ce projet de résolution pour la raison que la partie Kampuchéenne s'y oppose.

En Novembre 1978, les États-Unis d'Amérique adressent au Conseil de Sécurité une note attirant l'attention de ce dernier sur la situation explosive existant à la frontière Vietnamo-Kampuchéenne, mais la clique Pol Pot envoie au Conseil de Sécurité une note s'opposant à toute action relative au problème Kampuchéen que le Conseil de Sécurité pourrait effectuer. Cette clique proteste parce qu'à ce moment - là, elle est en train de masser 19 sur ses 23 divisions à la frontière Sud-Ouest du Viet Nam avec le dessein de déclencher une grande attaque en profondeur du territoire Vietnamien, menaçant directement Ho Chi Minh Ville, en coordination avec l'attaque des centaines de milliers de soldats chinois massés alors à proximité de la frontière septentrionale du Viet Nam.

Le Viet Nam poursuit avec persévérance les négociations, d'une part parce qu'il prend en grande considération l'amitié à l'égard du peuple Kampuchéen et qu'il s'attache ardemment à la paix qui lui est nécessaire pour reconstruire le pays. D'autre part, parce qu'il respecte toujours le principe du règlement des différends entre pays par voie de négociations sur la base de l'égalité et du respect mutuel des droits nationaux légitimes.

Mais cela ne signifie pas qu'il abandonne son droit légitime d'auto-défense, et qu'il se lie les mains laissant à l'agresseur toute latitude pour tuer ses citoyens et dévaster son pays.

Face à la situation où tous les efforts déployés par le Viet Nam en vue de régler le problème des rapports Vietnamo-Kampuchéens par voie de négociations se heurtent à une obstruction systématique de l'autre partie, devant le danger d'une grande attaque concertée effectuée à partir de deux directions que les expansionnistes de Pékin préparaient fébrilement, le peuple Vietnamien n'a d'autre alternative que celle d'user de son légitime droit d'auto-défense et de riposter aux forces agressives et bellicistes afin de défendre son indépendance, sa souveraineté, l'intégrité territoriale de son pays, de défendre sa vie et ses biens. Dans cette situation, n'importe quel gouvernement mu par le sens de responsabilité à l'égard de son peuple doit agir énergiquement, anéantir les forces d'agression dans leur repaire et à leur point de départ, comme la Tanzanie a agi devant l'attaque de la clique Amin. Si le peuple Vietnamien n'avait pas défait à temps la guerre d'agression déclenchée à la frontière Sud-Ouest de son pays, créant au peuple Kampuchéen les conditions lui permettant de se soulever et de renverser la clique Pol Pot - Ieng Sary, il aurait été acculé dans une situation extrêmement dangereuse parce que, quelque semaines plus tard, les réactionnaires de Pékin ont déclenché une attaque de grande envergure avec une armée de plus de 600.000 hommes contre sa frontière septentrionale.

- Afin de cacher leur politique hégémoniste, les milieux dirigeants réactionnaires de Pékin avancent l'allégation d'après laquelle ils combattent le Viet Nam parce que le Viet Nam veut fonder la fédération indochinoise, parce qu'il est le valet de l'Union Soviétique et qu'il applique une politique "d'hégémonie régionale" dans le Sud-Est asiatique.

Comme tout le monde le sait, tout au long des 20 dernières années, il est un fait qui émerge très nettement et que les dirigeants de Pékin transforment en une "politique d'état", c'est que, chaque fois qu'ils veulent renverser quelqu'un, ils lui "coiffent le chapeau" avec mention de "contre révolutionnaire". Par contre, chaque fois qu'ils veulent l'utiliser à nouveau, à nouveau ils l'encensent comme un "révolutionnaire". Ils avancent l'étiquette de "la grande révolution culturelle prolétarienne" pour détruire les legs culturels, pour perpétrer les actes les plus cruels, contraires à la culture. Auparavant, ils considéraient l'impérialisme américain comme l'ennemi le plus dangereux du peuple chinois et des peuples du monde et disaient que la nature de l'impérialisme ne change jamais. À présent, ils considèrent les États-Unis d'Amérique comme leurs alliés les plus proches et se considèrent comme l'OTAN de l'Orient. Il en est de même à l'égard du Viet Nam: Quand ils veulent entraîner le Viet Nam dans leur orbite, point d'éloge assez beau. Quand ils n'y réussissent pas, ils cherchent par tous les moyens à l'affaiblir et à le noircir aux yeux du monde.

Depuis deux mille ans, tant de fois la Chine a envahi le Viet Nam, bien avant l'apparition de l'Union Soviétique. D'ailleurs à l'égard des pays n'entretenant aucun rapport d'amitié avec l'Union Soviétique et qu'à certains moments la Chine a considérés comme ses alliés les plus proches, elle a coupé l'aide, fait volte-face comme on retourne la main, parce que ces pays refusent de suivre la Chine dans sa collusion avec l'impérialisme américain.

Afin de gouverner les trois pays, le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea, le colonialisme français a fondé l'Indochine française. Afin de combattre l'ennemi commun, les révolutionnaires des trois pays ont, au début, fondé le Parti Communiste Indochinois et ont projeté, quand la révolution aurait triomphé, de fonder la fédération indochinoise selon les aspirations des trois peuples et sur la base du libre consentement. En 1951, dans les conditions de la maturation de la révolution dans les trois pays, sur la proposition des communistes Vietnamiens, le Parti Communiste Indochinois prononça sa dissolution et depuis cette date, le parti de la classe ouvrière de chaque pays assume la direction de la révolution dans son pays tout en maintenant la solidarité avec les deux autres partis dans la lutte contre l'ennemi commun. Depuis cette date également, le problème de la fédération indochinoise ne se pose plus. Signataire des accords de Genève de 1954, de l'accord de Genève de 1962 sur le Laos, de l'accord de Paris de 1973 sur le Viet Nam, le Viet Nam a pris l'engagement solennel de respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Laos et du Kampuchea. Dans de nombreuses déclarations communes, les dirigeants des trois pays ont, à plusieurs reprises, renouvelé l'engagement de respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de leurs pays respectifs, de rester solidaires et de s'entraider dans la lutte contre l'ennemi commun comme dans l'édification de leur pays dans la prospérité suivant la voie propre à chaque pays. Par ailleurs après la victoire sur le colonialisme et sur l'impérialisme américain, les forces armées vietnamiennes combattant au Laos et au Kampuchea se sont retirées de plein gré à leur pays, respectant ainsi l'indépendance et la souveraineté du Laos et du Kampuchea. Le fait que la Chine accuse

le Viet Nam de fonder la fédération indochinoise au moment où l'idée sur une fédération indochinoise n'existe plus et que les peuples des trois pays renforcent leur solidarité dans la lutte contre l'ennemi commun, vise au fond, à saboter l'union des trois peuples indochinois.

Au cours des trente dernières années, les colonialistes et les impérialistes américains ont plaidé pour leurs guerres d'agression contre le peuple Vietnamien en prétendant qu'ils "s'opposent à l'agression et à l'expansion des communistes" et que "le Viet Nam est le valet de l'Union Soviétique et de la Chine". A présent, les Gouvernants de Pékin sont en train de reprendre l'allégation des Etats-Unis d'Amérique afin de justifier les deux criminelles guerres d'agression qu'ils ont déclenchées contre le Viet Nam au Sud-Ouest et au Nord de ce pays et leur politique hostile à la République Socialiste du Viet Nam.

- Les gouvernants chinois s'arrogent ouvertement le droit de "donner une leçon au Viet Nam" et menacent continuellement de "lui donner une seconde leçon", voire "plusieurs autres leçons".

Dans le passé, en Août 1964, l'impérialisme américain a créé l'incident du golfe du Bac Bo et, sous prétexte de représailles, a déclenché la guerre contre la République Démocratique du Viet Nam. A présent, les gouvernants chinois reprennent entièrement les allégations et la façon de procéder de l'impérialisme américain, ils avancent le prétexte de "contre-offensive d'auto-défense" pour cacher leurs visées d'agression et d'annexion à l'égard du Viet Nam. Quand ils attaquent le Viet Nam, ils prétendent que le Viet Nam effectue des provocations contre la frontière chinoise. Or à la table de négociations, ils rejettent catégoriquement la proposition en trois points de la partie vietnamienne sur les mesures urgentes visant à mettre fin aux provocations armées, à assurer la paix et la stabilité dans la région frontalière des deux pays, rétablir les relations normales entre les deux pays, régler les problèmes frontaliers et territoriaux entre les deux pays. Il est clair qu'ils veulent délibérément maintenir le danger permanent de guerre, entreprennent en même temps les campagnes contre le Viet Nam sur le plan politique et le blocus économique, pour l'affaiblir et ensuite le subjuguier.

Tout comme l'impérialisme américain qui s'arrogé le droit de jouer le rôle de gendarme international, la Chine s'arrogé celui de "donner des leçons" à n'importe quel peuple qui refuse de la suivre, foulant ainsi aux pieds la Charte de l'ONU et les principes les plus élémentaires du droit international.

Il est nécessaire de mettre résolument un terme à la politique insolente et démentielle basée sur la loi de la jungle que poursuivent les gouvernants de Pékin, sans quoi elle créerait un précédent dangereux dans les rapports internationaux, elle permettrait à certains pays poursuivant la politique expansionniste et hégémoniste de grande puissance

d'attaquer à leur gré les autres pays, sabotant la paix et la sécurité des autres nations, acculant le genre humain à la catastrophe de guerre.

Cela est devenu un problème d'autant plus urgent parce que les milieux dirigeants chinois sont en train de préparer fébrilement une nouvelle aventure militaire, une nouvelle agression contre le Viet Nam. Ils sont en train de masser d'importantes forces armées à proximité de la frontière Vietnamo-Chinoise, d'intensifier les provocations armées, violant le territoire, violant grossièrement l'espace aérien, les régions maritimes de la République Socialiste du Viet Nam, ils ne cessent d'organiser des campagnes de propagande, d'exciter le chauvinisme de grande nation contre le Viet Nam parmi le peuple chinois. Ils impulsent les manoeuvres subversives au Laos et multiplient les menaces d'invasion contre ce pays. Ils s'efforcent d'insuffler un nouveau souffle à une poignée de bandits de la clique Pol Pot - Ieng Sary, de saboter l'indépendance et la souveraineté du Kampuchea, en train d'édifier une vie nouvelle et ce dans l'espoir illusoire d'imposer à nouveau au peuple Kampuchéen le régime de génocide. Ils s'appliquent à pactiser avec les forces impérialistes et à entraîner un certain nombre de milieux rétrogrades dans les pays du Sud-Est asiatique à prêter main forte aux bandits de la clique Pol Pot - Ieng Sary dans leur lutte contre la juste cause du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos.

3. La situation qui vient d'être exposée ci-dessus prouve que les gouvernants chinois, en collusion avec l'impérialisme américain et les autres forces réactionnaires, élèvent actuellement la voix pour défendre le principe de la non-intervention militaire dans les affaires intérieures des autres pays, le droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen, pour exiger le retrait des troupes Vietnamiennes hors du Kampuchea, pour exiger de trouver une solution au soi-disant problème du Kampuchea. Ce faisant, ils cherchent en fait à s'opposer au droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen, au Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea en train de contrôler effectivement le territoire du Kampuchea, à s'opposer à la République Socialiste du Viet Nam. Ils cherchent en fait à restaurer le régime de génocide et à l'imposer au peuple Kampuchéen, à réaliser leur folles ambitions de subjuguier et d'annexer les trois pays indochinois, d'utiliser l'Indochine comme tremplin pour leur expansion vers le Sud-Est asiatique.

Ce qu'il faut mettre en lumière, c'est que ceux - là qui font semblant de s'intéresser le plus au droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen et exigent à grands cris que le Viet Nam retire ses troupes hors du Kampuchea, sont justement ceux qui se sont opposés de la façon la plus historique à l'indépendance et à la souveraineté des peuples indochinois. Au cours de plus de deux mille ans écoulés, c'est la Chine qui a envahi le Viet Nam à maintes reprises et depuis 30 ans, elle ne renonce à aucun procédé en vue de subjuguier et annexer les pays indochinois afin d'ouvrir la voie à la conquête du Sud-Est de l'Asie. Les Etats-Unis d'Amérique ont entrepris la guerre la plus cruelle dans l'histoire contre les trois pays indochinois. Le Japon les a également agressés

et occupés. L'Australie a dépêché des troupes en renfort au corps expéditionnaire américain qui combattait le peuple vietnamien, sous de nombreuses formes, y compris l'envoi de leurs troupes. Bon nombre de pays de l'ASEAN ont coopéré avec les Etats-Unis d'Amérique dans la guerre d'agression contre les trois pays indochinois.

Ceux-là mêmes qui sont en train d'élever la voix contre la présence légale des forces armées vietnamiennes au Kampuchea, sont justement ceux qui maintiennent et soutiennent la présence en dehors de leurs pays des corps expéditionnaires les plus nombreux. Les Etats-Unis d'Amérique ont plus d'un million de soldats et des milliers de bases militaires à travers le monde. La Chine est en train d'occuper une partie des territoires appartenant à un certain nombre de ses pays voisins, l'archipel Hoang Sa du Viet Nam et de nombreux points sur la frontière septentrionale du Viet Nam. Le Japon laisse aux Etats-Unis d'Amérique la latitude d'implanter des troupes à Okinawa - une des bases militaires américaines les plus grandes en Asie. De nombreux pays de l'ASEAN ont laissé et laissent aux Etats-Unis d'Amérique la latitude d'implanter des troupes et des bases militaires sur leurs territoires respectifs, ils invitent encore ces derniers à renforcer leur présence militaire dans le Sud-Est asiatique. De nombreux territoires sont encore illégalement occupés par les troupes des pays étrangers, violant ainsi les résolutions adoptées par l'ONU.

Ceux-là mêmes qui sont entrain d'élever la voix pour calomnier le Viet Nam d'agresser le Kampuchea, qui font semblant de défendre le principe de non-intervention militaire dans les autres pays, sont justement ceux qui soutiennent et encouragent les réactionnaires de Pékin à mettre en action 600.000 hommes de troupes dans une attaque massive contre le Viet Nam. En fait, ils sont en train d'encourager la Chine à préparer fébrilement une seconde guerre d'agression contre le Viet Nam, à menacer d'envahir le Laos et à essayer de rétablir le régime de génocide au Kampuchea.

Les pays de l'ASEAN savent parfaitement que jamais le Viet Nam n'enverra des troupes en Thaïlande et dans les autres pays du Sud-Est asiatique, que le Viet Nam est prêt à oublier le passé, à regarder vers l'avenir et à procéder, ensemble avec les autres pays du Sud-Est de l'Asie, à l'édification et au développement des rapports d'amitié et de coopération durables, dans l'intérêt de chaque pays, pour la paix et la stabilité dans la région, suivant les principes figurant dans les déclarations communes signées par le Premier Ministre Pham Van Dong et les chefs d'état des pays de l'ASEAN. Le Viet Nam a proposé d'instaurer une région de paix et de neutralité et de signer un traité de non-agression réciproque entre le Viet Nam et chaque pays de l'ASEAN. Mais, tout en opposant une fin de non-recevoir aux propositions de paix du Viet Nam, les pays de l'ASEAN, se faisant complices des gouvernants de Pékin, accusent le Viet Nam de menacer la Thaïlande, montant de toutes pièces le soi-disant danger d'une invasion à partir du Viet Nam. On ne peut expliquer cette attitude des pays de l'ASEAN qu'en disant qu'ils sont en train de jouer un jeu à double face contre le Viet Nam pour cacher leur aide à la clique de génocide Pol Pot - Ieng Sary, leur intervention dans les affaires intérieures du Kampuchea.



Dans le temps, les États-Unis d'Amérique ont commis une erreur quand ils déclenchèrent la guerre d'agression contre le Viet Nam, une guerre qui leur laisse des conséquences durables. A présent, en coalisant avec la Chine pour s'opposer au Viet Nam, aux trois pays indochinois, encore une fois, ils commettent une nouvelle erreur et cela les conduira certainement à des conséquences lamentables.

Il est clair que ceux-là qui font semblant de s'intéresser le plus au droit d'auto-détermination du peuple Kampuchéen sont justement les réactionnaires chinois, l'impérialisme américain et les autres forces réactionnaires qui ont foulé et foulent aux pieds de la manière la plus brutale l'indépendance et la liberté du peuple Kampuchéen. En fait, ils ne veulent pas reconnaître au peuple Kampuchéen le droit de lutter pour renverser le régime de génocide Pol Pot - Ieng Sary afin de conquérir le droit de vivre et défendre son indépendance et sa souveraineté, ils ne veulent pas reconnaître au peuple vietnamien le droit d'utiliser son droit légitime d'auto-défense pour riposter à l'agresseur, ils ne veulent pas reconnaître aux peuples vietnamien et Kampuchéen le droit de s'entraider dans la lutte contre l'ennemi commun, pour défendre l'indépendance et la liberté de leurs pays respectifs.

+  
+ +

Bref, le réel problème à résoudre au Kampuchea à l'heure actuelle, ce n'est pas le retrait des troupes Vietnamiennes hors du Kampuchea, non plus la recherche d'une solution politique au "soi-disant problème du Kampuchea". L'essence du problème, c'est la politique agressive et expansionniste des milieux dirigeants chinois liés à l'impérialisme américain et aux autres forces réactionnaires menaçant gravement l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, l'indépendance, la paix et la stabilité des pays du Sud-Est asiatique et la paix dans le monde. En conséquence, le problème urgent qui se pose à l'heure actuelle, c'est de mettre à nu et de dénoncer énergiquement les visées criminelles des réactionnaires de Pékin à l'égard des pays indochinois, des pays du Sud-Est asiatique, sabotant gravement la paix, la stabilité dans cette région et dans le monde, c'est également de prendre les mesures efficaces pour arrêter à temps la réalisation de ces visées.

-----